



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

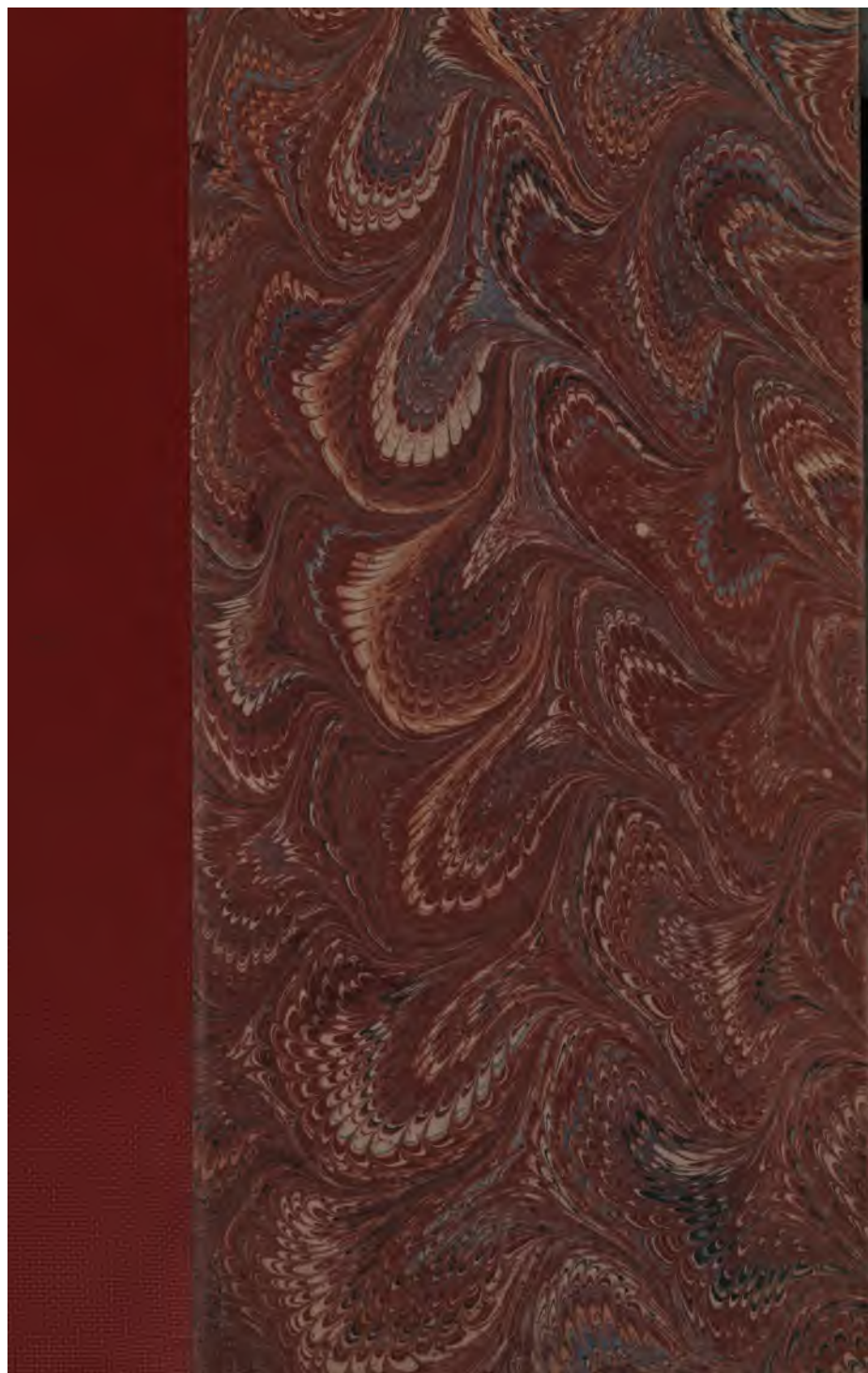
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

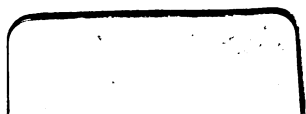
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





Vat. R. M. L. 147









L

D

# LES IMPRIMEURS

ET

## LES LIBRAIRES

DEVANT LA COUR D'ASSISES.

*A tous les Jurés de France.*

---

**PAIX : 75 CENTIMES.**

---

 **Paris.**

**ROUANET, LIBRAIRE,**

**RUE VERDELET, NO 6, PRÈS LA POSTE.**

**ET CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE NOUVEAUTÉS.**

—  
**1833.**





---

## PRÉFACE.

---

Les rigueurs exercées, depuis plus de deux ans, contre les imprimeurs et les libraires, les condamnations que subissent maintenant plusieurs d'entre eux, révèlent trop évidemment les intentions hostiles des gouvernans, et préparent au pays un trop déplorable avenir, pour que l'on n'éveille pas l'attention des citoyens, pour qu'on ne les mette pas en garde contre les dangers qui les menacent, et pour qu'on n'indique pas les moyens de les prévenir.

La presse est la sauve-garde des droits individuels et des droits généraux ; si les citoyens abandonnent, sacrifient cette sauve garde, il n'y a plus d'obstacle au despotisme. C'est ce dont les citoyens, et surtout ceux que la loi appelle à la composition du jury, doivent être bien convaincus.

C'est à eux que nous adressons ces pages, parce que, bien différens des gouvernemens que rien n'éclaire, que rien ne corrige, les citoyens se rappellent d'autant mieux les leçons de l'expérience, que ces

leçons ont presque toutes été des douleurs. Ce n'est qu'en les trompant qu'on peut les leur faire oublier.

Pour empêcher qu'on les trompe, dans la question qui nous occupe, il suffit de montrer que la responsabilité des imprimeurs et des libraires est en opposition avec le bon sens, avec la bonne foi, avec l'équité, avec l'esprit de la loi, avec le texte de l'acte constitutionnel, et qu'elle brise le seul frein qui, dans l'absence de toute institution populaire, puisse arrêter le pouvoir dans ses égaremens perpétuels.

Tel est le but et le plan de cet écrit. Composé dans l'intérêt de tous, nous l'adressons à toutes les opinions et nous sommes convaincus au-delà de toute expression que, du moment où les jurés repousseront unanimement les réquisitoires contre les imprimeurs et les libraires, les erreurs et les méfaits de l'administration de l'état deviendront impossibles ou seront convenablement réprimés ; et de là seulement peuvent émaner LA LIBERTÉ ET L'ORDRE PUBLIC.

---

---

# LES IMPRIMEURS

ET

## LES LIBRAIRES

DEVANT LA COUR D'ASSISES.



A TOUS LES JURÉS DE FRANCE.

**MESSIEURS LES JURÉS,**

De toutes les questions que vous avez chaque jour, et que vous aurez long-temps encore à résoudre, la plus fréquemment posée et la plus importante pour le maintien de la liberté de tous, pour la garantie de l'ordre social tout entier, et en même temps la plus inconcevable, c'est celle de la responsabilité qu'un gouvernement né d'un grand combat, d'une grande victoire de la presse, veut imposer aux agents mécaniques de cette presse. C'est celle de la solidarité qu'il leur impute sans cesse et qu'il vous demande si souvent et avec un si déplorable succès, de prononcer contre eux comme complices des délits réels

ou imaginaires dont il accuse perpétuellement les écrivains indépendans qui osent révéler les actes d'inéptie ou d'iniquité de l'administration et des administrateurs, depuis ceux qui siègent, comme ministres dans les conseils du prince, jusqu'à ceux qui sont placés aux derniers degrés de la hiérarchie administrative.

Il faut le déclarer à votre grand honneur ; dans l'immense majorité des décisions qu'on vous a demandées, le bon sens naturel, le sentiment profond de l'équité, la voix d'une conscience inaccessible aux sophismes et aux séductions du pouvoir, ont proclamé l'innocence des imprimeurs et des libraires, lors même que vous avez reconnu coupables les auteurs des écrits incriminés ; mais trop souvent encore des déclarations de culpabilité ont frappé en même temps les écrivains, les imprimeurs et les libraires, une telle incohérence, une telle opposition entre des jugemens prononcés sur des questions identiques attestent trop évidemment les vices de la législation sur cette matière, et même éveillent trop fréquemment contre ceux qui ont prononcé ces jugemens, des soupçons attentatoires à la dignité de l'institution du jury et à la considération des citoyens appelés à remplir les fonctions de jurés, pour que l'on ne cherche pas à prévenir un si grand mal, à trouver dans la raison, dans l'équité, dans la morale, dans l'intérêt de la société, les élémens d'une jurisprudence à l'usage du jury, qui soit plus claire que notre législation, plus sage que nos

— , —

législateurs, plus désintéressé que les dépositaires du pouvoir, et qui établisse dans les décisions la fixité de principes, l'unité de doctrines et l'identité de conséquences, seules garanties de la vérité et sources uniques du respect pour les arrêts des tribunaux.

Voilà, Messieurs les jurés, ce qu'on se propose de faire dans cet écrit. Ce n'est pas dans une cause individuelle, ce n'est pas dans une cause de parti qu'une voix s'élève vers vous, hommes de tous les partis : on vous parle pour toutes les circonstances et pour tous les temps. Ce doit être une garantie de l'impartialité et de la modération qui domineront cette argumentation. Dans une cause privée, l'intérêt et la passion se font soupçonner, même quand elles ne se montrent pas. Dans la cause de tous on ne peut montrer que la conviction et le désintéressement.

Le principe fondamental de la jurisprudence criminelle, c'est qu'une peine ne peut être infligée à un acte que lorsque la criminalité de cet acte a été reconnue. Ce qui constitue la criminalité d'un acte c'est l'intention de nuire, la préméditation des moyens de le faire, l'appréciation de ces moyens et des résultats, et la volonté réalisée ou prévenue par force supérieure, d'employer ces moyens et d'arriver à ces résultats. Appliquons ce principe proclamé par la législation de tous les pays et de tous les temps, à l'accusation de crime ou de délit contre les imprimeurs et les libraires, et voyons comment et

quand il peut justifier leur condamnation. D'abord cherchons l'intention de nuire.

Il serait absurde d'attribuer cette intention à l'état d'imprimeur et de libraire, de prétendre que c'est cette intention qui dirige les individus dans le choix de l'un ou de l'autre de ces états. On se fait imprimeur, parce que l'impression de brochures, de mémoires, de livres, procure des bénéfices qui permettent de vivre dans une certaine aisance, d'entretenir et d'élever honorablement sa famille. Voilà la seule intention qui introduise un homme dans l'imprimerie et dans la librairie. La seule préméditation qui précède le choix de ces états, c'est de gagner le plus possible en imprimant et en vendant le plus possible, d'arriver à ce but en ne se chargeant que d'ouvrages dont le paiement est garanti, et dont la vente paraît certaine, et en refusant l'impression ou la vente d'écrits qui ne produiraient pas de quoi couvrir les frais d'impression et tous ceux qui suivent. Il n'y a pas là criminalité. Dans l'un et l'autre de ces états on suit la loi commune, qui permet, *qui ordonne* à chacun de faire tout ce qu'il peut pour lui même et pour les siens.

Mais, dit-on, l'imprimeur peut imprimer et le libraire peut vendre des ouvrages dangereux pour l'ordre social, attentatoires aux lois du pays, corrupteurs de la morale publique et dès-lors l'exercice d'une industrie innocente dégénère en délit ou en crime. La conséquence n'est pas juste, car ce ne sont ni les imprimeurs, ni les libraires, mais les auteurs des

ouvrages, qui ont pu avoir l'intention d'attenter aux lois, de corrompre les mœurs, de troubler l'ordre social. C'est l'auteur seul qui, ayant cette intention coupable, a médité les moyens de la réaliser, c'est lui seul qui connaît, qui apprécie ces moyens et les résultats : l'imprimeur et le libraire ne sont que des instrumens mécaniques, pour ainsi dire, mis, avec la sanction de la loi, à la disposition de tous, pour l'utilité de chacun et de tous, et qui ne sont pas moins innocens, quoique quelques-uns s'en servent au détriment de quelques autres, ou même des masses. Ce sont des cannes, des épées et des pistolets, qu'on achète, qu'on porte ou dont on se sert par état, par vanité, par nécessité ou par plaisir, et dont quelques individus abusent, à leurs risques et périls, sans que pour cela on puisse rendre ces armes responsables des abus, plus que ceux qui ont fabriqué ou vendu ces armes. Il y a iniquité à imposer cette responsabilité aux imprimeurs et aux libraires ; il y a stupidité brute, comme celle du chien poursuivant et mordant la pierre qu'on lui a lancée. Ce caractère peut-il être celui de la législation ? Comment, Messieurs les jurés, ose-t-on si souvent vous proposer d'imiter un pareil exemple ?

Chez l'imprimeur qui imprime un ouvrage, même criminel, et chez le libraire qui le vend, il n'y a donc point les élémens constitutifs du délit ; on n'y trouve même aucune des circonstances qui appellent la solidarité en établissant la complicité ; car en prenant, par exemple, les délits les plus fréquemment



imputés, ceux d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, et de diffamation, est-ce l'imprimeur, est-ce le libraire qui excitent à cette haine et à ce mépris? sont-ce eux qui inventent les calomnies et composent les diffamations? La plupart sont étrangers aux partis politiques et aux personnes qui sont, ou qui se prétendent diffamées. Ainsi, non-seulement ils n'ont aucune part à la combinaison du délit, mais encore ils n'ont aucun intérêt à son exécution. Le coupable, c'est l'homme qui parle, pourquoi vous en prendre au porte-voix?

L'imprimeur ou le libraire, même appartenant à des partis politiques, étant même très-prononcés dans leurs opinions, ne peuvent être chargés de la solidarité des écrits de leurs partis sortis de leurs presses et de leurs magasins, sans la violation de ce fort-intérieur, que la loi, d'accord avec la morale, ferme à toutes les enquêtes comme un sanctuaire. Toutes leurs pensées s'accorderaient, sur tous les points, avec celles des ouvrages incriminés, qu'on ne pourrait leur en infliger la responsabilité; car il y a en eux deux qualités, le citoyen et l'artisan. Comme citoyens, personne n'a le droit de leur demander compte de leurs opinions, et dans l'exercice de leur état, il n'y a qu'un mécanisme aveugle et inintelligent; du moins la justice n'y doit voir que cela.

Le seul cas où la responsabilité doit peser sur l'imprimeur, c'est lorsque l'ouvrage qu'il imprime ne doit faire connaître ni l'auteur ni l'éditeur; car,

par cela seul que l'auteur ou l'éditeur ne se nomment pas, ils éveillent de justes soupçons sur le but, sur la nature d'un écrit, et, en refusant d'en assumer la responsabilité, ils attestent suffisamment qu'il y a dans l'écrit quelque chose qu'on ne peut avouer sans honte ou sans danger. De même un libraire ne peut être mis en cause que lorsque l'auteur et l'éditeur voulant rester ignorés, l'ouvrage n'indique pas les presses dont il est sorti.

Telles sont, Messieurs les jurés, les règles que la raison et l'équité vous imposent dans l'exercice des fonctions auxquelles vous êtes momentanément appelés. Tout ce que veut la loi, c'est la punition du mal fait et la réparation du dommage souffert. Cette punition, cette réparation ne peuvent être subies que par le coupable. Ce coupable ne peut être que l'auteur et ses complices; mais comme un délit ne se suppose pas, la complicité de l'imprimeur ne peut être regardée comme constante que lorsque, consentant à ce que l'écrivain garde l'anonyme, il a offert lui-même son nom comme une garantie devenue nécessaire; car la loi exige alors qu'il soit au lieu et place de celui dont il a assuré l'impunité, et qu'il accorde au citoyen, à la société ou au gouvernement outragés, la réparation qu'il n'a pas permis de demander à l'auteur. Mais punir le même fait en frappant à la fois l'auteur, l'imprimeur et le libraire, c'est toujours une rigueur révoltante; quand ce n'est pas une flagrante iniquité.

Ainsi, Messieurs les jurés, toutes les fois que vous

avez à décider sur ces questions de responsabilité, et que vous avez reconnu que l'ouvrage est coupable, vous ne pouvez faire peser la culpabilité que sur l'auteur, s'il est connu ; à défaut de l'auteur sur l'éditeur ; si on ne connaît ni l'auteur ni l'éditeur, sur l'imprimeur, et enfin sur tout libraire vendant l'ouvrage, lorsque l'ouvrage n'indique ni l'auteur, ni l'éditeur, ni l'imprimeur.

Le seul cas où, l'auteur et l'éditeur étant connus, l'on puisse poursuivre l'imprimeur et le libraire, c'est lorsque l'ouvrage ayant été déclaré coupable par un jury et des peines ayant été infligées par une cour d'assises, l'imprimeur en a fait une nouvelle édition et que le libraire l'a mise en vente.

Voilà, Messieurs les jurés, les vrais principes de l'équité, les saines doctrines de la conscience, et même ce que veut la loi, car l'article 24 de la loi du 26 mai 1819, toute hostile qu'elle soit dans son esprit et dans toutes ses dispositions, exige que vous reconnaissiez, et par conséquent que l'on vous ait démontré que c'est avec connaissance des intentions et des moyens de l'auteur, et des conséquences de l'ouvrage, et avec le dessein de servir ces intentions, d'assurer le succès de ces moyens et d'arriver à ces conséquences, que l'imprimeur a fait servir ces presses à la publication de l'écrit. C'est ainsi que la bonne foi traduit le mot **SCIEMMENT** \*.

\* La loi présentée par le gouvernement, à la fin de 1817, n'imposait

Sans doute il y a une grande différence, Messieurs les jurés, entre ces principes que je vous expose simplement et consciencieusement, et ceux que vous avez si souvent entendus et que vous entendrez encore si souvent émettre par Messieurs les procureurs-généraux, avocats-généraux et autres; et je conçois que vous devrez être embarrassés pour décider entre des opinions tellement opposées, si vous n'aviez, dans la nature des choses et dans la connaissance des hommes, un moyen facile d'apprécier ces assertions si divergentes et d'arriver à la vérité et à la justice.

D'abord je vous dirai que vous auriez très-grand tort d'attacher beaucoup d'importance à tout ce que vous disent Messieurs les procureurs-généraux et leurs avocats-généraux, avec quelque chaleur, avec quelque abondance, avec quelque solennité qu'ils vous parlent. Ces gens là, au fond, en grande partie du moins, sont à peu près aussi probes et aussi instruits que les imprimeurs et les libraires; mais il faut aussi distinguer en eux le citoyen et le métier. Comme citoyens ils pensent ce qu'ils veulent, quand ils pensent, et assez souvent ils pensent assez bien; mais, après cela, il faut gagner sa vie, il faut un état, l'imprimeur grave sur le papier les pensées des

de responsabilité à l'imprimeur que lorsque l'auteur, le traducteur ou l'éditeur n'étaient connus ou domiciliés en France. Ce projet de loi était trop entaché de raison et de bonne foi, pour qu'on y persistât. Le ministère doctrinaire de cette époque avait trop intérêt à ce qu'on ne mit pas au grand jour ses principes et ses actes, pour ne pas recourir à la censure.

autres, le procureur ou l'avocat-général grave ou cherche à graver dans vos esprits les accusations des autres; c'est son pain et celui de sa femme et de ses enfans, quand il a une femme et des enfans. On le charge d'obtenir une condamnation, et il obéit, parce que, s'il n'obéit pas, on le destitue. Il fait sa besogne de son mieux, sue sang et eau pour ne pas passer pour un maladroït, pour un inepte qu'on laisserait dans les fonctions inférieures; quelques-uns montrent plus de zèle, plus d'audace pour arriver plus rapidement aux premiers emplois : en un mot, c'est dans ce métier comme dans tous les autres, on fait son affaire le mieux possible. Voilà, Messieurs les jurés, ce que vous ne devez pas perdre de vue, quand vous voyez et quand vous entendez ces Messieurs, et surtout gardez-vous bien de croire que, dans les affaires de presse comme dans les autres, tout ce qu'ils disent est la loi et tout ce qu'ils demandent est la justice.

Vous savez, par expérience, que l'on travaille, dans tous les états, avec d'autant plus d'ardeur que l'on est plus sûr du paiement et que le travail sera mieux accueilli; qu'un avocat, par exemple, défendra sa cause avec d'autant plus d'obstination et d'acharnement, que son client est d'un rang plus élevé ou d'une opulence plus grande; vous devez par conséquent vous imaginer quel zèle, quelle activité, quels moyens doivent déployer ces Messieurs quand ils ont pour client un gouvernement, et un gouvernement d'autant plus processif que son droit

est moins susceptible de discussion. Ainsi, vous avez maintenant tout le secret de l'éloquence déployée dans les débats dont vous êtes les arbitres ; vous êtes donc à même de l'apprécier à sa juste valeur.

Ces Messieurs disent , pour associer les imprimeurs et les libraires aux condamnations prononcées contre les auteurs , que c'est la publicité qui fait tout le mal ; que c'est la presse seule qui donne cette publicité ; que les écrivains ne composeraient pas d'ouvrages subversifs de l'ordre , hostiles au gouvernement , si les imprimeurs ne consentaient pas à les imprimer et si les libraires se refusaient à les vendre ; que le nombre de ces ouvrages augmente chaque jour , et qu'il n'y a moyen d'arrêter cette inondation d'écrits séditieux , républicains , anarchiques et légitimistes , qu'en frappant les coopérateurs de ces délits en même temps que les auteurs.

C'est puissamment raisonné , Messieurs les jurés , je regrette seulement que , pour vous faire mieux sentir toute la portée de cette pressante argumentation , on n'en ait pas suivi plus loin la série des conséquences immédiates. C'est un admirable et vaste système qu'il y avait à développer. Ainsi , poursuivant le raisonnement , nous pouvons dire : S'il n'y avait pas de fondeurs en caractères , il n'y aurait pas de lettres à imprimer ; s'il n'y avait pas de plomb , il n'y aurait pas de fondeurs en caractères ; s'il n'y avait pas d'ouvriers mineurs et d'entrepreneurs exploitant des mines , il n'y aurait pas de plomb ; puis , s'il n'y avait pas de papetiers , il



n'y aurait pas d'imprimeurs ; s'il n'y avait pas de chiffons et de chiffonniers, il n'y aurait pas de papetiers ; s'il n'y avait ni tisserands ni filateurs , il n'y aurait ni chiffons ni chiffonniers ; sans les cultivateurs du lin, du chanvre, et les importateurs du coton , il n'y aurait ni tisserands ni filateurs. Voilà toute la chaîne des complices qu'il faut poursuivre ; voilà tous les coadjuteurs de la criminalité de la presse ; voilà tous ceux qu'il faut punir , si l'on veut adopter le principe dans ses conséquences nécessaires. Si on ne vous demande pas de le faire , Messieurs les jurés , c'est uniquement parce que vous apercevriez à l'instant l'absurdité de ces prétentions, et non pas parce que ces prétentions sont absurdes ; car ce qu'on vous demande constamment n'est pas moins absurde , seulement l'absurdité est moins frappante , on espère que vous ne la découvrirez pas et que vous la sanctionnerez aveuglément.

Il n'y a rien à ajouter , Messieurs les jurés , pour vous convaincre qu'en raison , en droit naturel , on ne peut réclamer , ni prononcer la responsabilité des imprimeurs et des libraires. Voyons maintenant si le droit constitutionnel seconde mieux les prétentions des gens du roi et des ministres.

La liberté de la presse , Messieurs , le plus précieux de tous les droits , parce qu'elle est la seule garantie de toutes les libertés , n'est plus un principe douteux. C'est aujourd'hui la propriété de tous , et la constitution du pays la consacre de la manière la plus précise et la plus positive. Cette liberté

n'est plus qu'illusoire du moment où l'homme ne peut exercer le droit de publier ses pensées que sous le bon plaisir d'une classe de citoyens, classe infiniment peu nombreuse, qui n'exerce son industrie qu'en vertu d'un privilège qu'accorde le gouvernement, et que ce gouvernement se réserve la faculté de retirer.

Dès que l'imprimeur peut être déclaré solidaire de l'auteur d'un écrit, il est évident qu'il refusera ou du moins qu'il sera autorisé à refuser d'imprimer toutes les fois que cet écrit, quelque juste, quelque vrai, quelque utile qu'il puisse être, sera accusateur du système du gouvernement, des actes du ministère, ou révélera quelque grande iniquité d'un homme puissant. Le danger d'une accusation sera d'autant plus certain qu'il y aura plus de vérité dans l'ouvrage, et une condamnation sera d'autant plus probable que la corruption gouvernementale sera plus patente et plus effrénée. L'imprimeur reculera devant ce péril ; et dès lors la liberté de la presse, garantie par la loi fondamentale, n'existe plus que pour les approbateurs éhontés du gouvernement, ou pour ceux qui n'ont que le courage de présenter d'humbles doléances.

Peut-être un imprimeur plus audacieux ne repoussera pas sur le champ l'auteur et son ouvrage ; il voudra bien imprimer, mais à la condition de retrancher ce qui paraîtra de nature à blesser le plus la susceptibilité des puissans du jour ; il retranchera, il modifiera, adoucira ; et alors la liberté de



la presse n'est plus que la censure. Voilà, Messieurs les jurés, les conséquences immédiates de la responsabilité qu'on veut étendre aux imprimeurs, le silence de la presse ou la censure. N'est-ce pas une violation du code constitutionnel ? Et pouvez-vous plus longtemps vous prêter à cette violation, en sanctionnant par vos décisions les attentats du ministère public ?

Ce que j'ai dit des imprimeurs est également vrai des libraires, instrumens nécessaires de la publicité, intermédiaires indispensables entre l'homme qui exprime sa pensée et les hommes auxquels il importe de la connaître. Il est évident que la liberté d'imprimer, sans aucune responsabilité pour l'imprimeur, ne serait encore qu'une lettre morte dans le recueil de nos lois, si un libraire ne peut répandre un ouvrage sans être responsable de son contenu. C'est un nouveau moyen de silence, c'est une seconde juridiction de censure. Donc cette responsabilité, comme la première, est en opposition directe avec l'esprit de la constitution.

Ce n'est pas assez, Messieurs les jurés, de vous avoir démontré que cette responsabilité des imprimeurs et des libraires, quand l'auteur est connu, est en opposition avec la raison, avec le simple bon sens, avec l'équité, avec les principes constitutionnels, je dois vous appeler à des considérations bien plus élevées et vous montrer dans cette responsabilité, un encouragement à tous les attentats des hommes puissans, une garantie d'impunité, une sorte de prime accordée à l'immoralité politique.

Vous le savez, Messieurs les jurés, et tous les événemens qui se sont passés, depuis un demi-siècle, proclament bien plus haut que ne pourraient faire mes paroles, que les malheurs les plus grands d'un pays ont leurs sources dans l'ineptie, dans la corruption, dans la félonie des hommes chargés de la direction du gouvernement. Vous savez, et vous avez vu trop souvent que la sécurité individuelle, l'ordre public, le repos de la société toute entière, la prospérité de tout le pays, peuvent être ébranlés, anéantis, bien plus facilement et bien plus fréquemment, par l'aveuglement et la perversité des hommes du pouvoir, que par l'insubordination d'un individu ou de quelques individus et même par les résistances des masses. Je dirai plus, j'affirmerai que, toutes les fois que les masses sont désaffectionnées, agitées, hostiles, vous pouvez affirmer que le gouvernement est mauvais, ou que les hommes qui dirigent le gouvernement le dirigent mal. Donc le danger qu'un peuple doit redouter le plus, celui contre lequel il doit se mettre le plus en garde, c'est celui qui peut résulter de l'incapacité ou de l'inconduite des directeurs de l'Etat et des grands fonctionnaires publics.

N'est-ce pas un fait évident qu'un ministre ou les ministres réunis peuvent, chaque jour, abuser de l'autorité qui leur est confiée, promulguer des ordonnances désastreuses pour le pays, s'assurer par la corruption de la majorité de la représentation, proposer et faire adopter des lois iniques, et même,

sans le secours d'une représentation prostituée , proclamer l'anéantissement de toute la législation civile , imposer le code laconique de la conquête et de la barbarie , et livrer tous les citoyens qui osent blâmer cet exécrationnable système de gouvernement aux sentences de leurs officiers et aux balles de leurs soldats ? N'est-il pas évident que ceux de ces hommes puissans qui administrent les finances de l'Etat , peuvent , entraînés par la passion de l'or , divertir les fonds de leurs caisses , les appliquer à leur propre usage , s'en servir pour la satisfaction de leurs passions honteuses , préparer la séduction , entretenir la prostitution , pour eux et leurs amis , et annoncer ensuite audacieusement la nécessité , pour le peuple accablé déjà des impôts les plus onéreux , la nécessité , dis-je , de couvrir un immense déficit ? N'est-il pas évident que d'autres , dans une position plus éloignée du trésor , peuvent transformer leurs hôtels en salles d'encan , livrer aux enchères les fonctions et les services publics , et étonner le pays , en étalant impudemment le luxe de leurs fortunes nouvelles ? N'est-il pas évident , enfin , que voilà ce qu'il y a de plus propre à appeler sur l'administration la haine et le mépris , à rendre tout un peuple malheureux , à le provoquer à la résistance , à l'insurrection , au renversement de tout ? Quelle comparaison peut-on établir entre les dangers auxquels le pays est exposé de la part du pouvoir , et ceux qu'on prétend résulter des paroles rendues publiques de quelques écrivains , souvent inconnus , souvent méconnus , dont

les ouvrages fixent un jour l'attention et sont oubliés le lendemain? Sur laquelle de ces classes d'hommes importe-t-il le plus au pays de faire exercer une surveillance vigilante, de faire peser la plus sévère responsabilité? La réponse peut-elle être douteuse?

Eh bien! Messieurs les jurés, les premiers ont réussi à se faire assurer à eux-mêmes, à leurs agens et à leurs complices, la plus scandaleuse impunité, et ce sont eux qui, après avoir prononcé des peines contre les auteurs, réclament et veulent vous faire prononcer la solidarité des imprimeurs et des libraires! C'est ce qu'ils ont fait depuis près de vingt ans, et qu'ils veulent continuer de faire encore! Et depuis près de vingt ans que la constitution du pays proclame, comme bases fondamentales de la tranquillité, de la prospérité du pays, du maintien des droits de tous, *la responsabilité des ministres et la liberté de la presse*, les hommes du pouvoir ont fait vingt lois restrictives et destructives de cette liberté, ils menacent d'en faire une vingt-et-unième, et ils n'ont pas voulu en faire une qui rendit exécutoire la responsabilité ministérielle, par la spécification des délits, par l'application des peines, par l'établissement d'un mode de procédure! Et chaque jour d'honorables citoyens viennent siéger devant vous sur les bancs destinés au crime, parce qu'ils ont révélé par écrit, imprimé et vendu, comme le permet l'acte constitutionnel, le récit souvent adouci des méfaits des hommes que la même loi constitutionnelle rend responsables!!

Un tel état de choses, Messieurs les jurés, ne vous révèle-t-il pas les intentions de ces hommes? N'indiqué-t-il pas suffisamment que l'impunité légale dont ils se sont assurés ne leur suffit pas? N'est-ce pas la preuve la plus certaine qu'ils veulent s'assurer encore cette impunité morale qu'ils ne peuvent obtenir qu'à la faveur du silence le plus absolu, sur leurs principes, sur leurs systèmes et sur leurs actes? Dans notre belle et loyale terre de France, la sensibilité de la conscience, la voix de l'honneur suppléent au mutisme de la loi, en présence des grandes iniquités du pouvoir, et les condamnations qu'elles prononcent sont plus qu'une compensation du bill d'indemnité que de lâches courtisans et des chambres asservies prodiguent à tous les grands coupables. Ce frein, on veut le briser, cette peine, on veut s'en affranchir. Voilà l'explication de ces mots qu'on ose répéter : « Le gouvernement est impossible avec la liberté de la presse. » Ce qu'on demande aux jurys, c'est l'assassinat de la presse.

Cet assassinat, Messieurs les jurés, vous ne le commettrez pas; car ce serait en même temps un suicide. Quel est celui d'entre vous qui peut garantir que, aujourd'hui, demain, après demain, il ne sera pas cruellement froissé par le dévergondage des passions, par l'avidité, par la cruauté des hommes qui se succèdent aux sommités de l'Etat? Qui peut dire qu'ayant à défendre sa propriété, son industrie, son honneur, celui de sa femme et de sa fille, et trouvant fermés tous les temples de la

justice, il ne sera pas obligé de se placer sous la sauve-garde de l'opinion publique, en recourant à la presse? Alors l'imprimeur et le libraire lui répondront : « Les actes que vous signalez sont coupables, mais les hommes que vous attaquez sont puissans. Ils choisissent les juges et les accusateurs ; ils exercent même une influence injuste sur le choix des jurés qui peuvent vous condamner et qui nous condamneraient avec vous. Souffrez et taisez-vous. »

FIN.

41424703













111 133



